

QUEL AVENIR POUR L'ÉNA?

Jeudi dernier lors de son allocution, Emmanuel Macron a annoncé la fermeture de l'École Nationale d'Administration (ENA). Après 74 ans d'existence, le chef de l'état lui-même sorti de cette prestigieuse école Strasbourgeoise a affirmé sa suppression.

Un nouveau projet serait d'actualité à l'Élysée Il aurait pour objectif de transformer la haute fonction publique en renouant avec les citoyens et leurs services publics Mais attention au confusion, Le Parisien aurait indiqué que la nouvelle école porterait le nom d'ISF (Institut supérieur des fonctionnaires). Portant le même nom que l'impôt sur la fortune celle-ci été démenti dès le lendemain par l'Élysée auprès de Huffington post.



École de L'ENA à Strasbourg

Source Image ENA.fr

Renouer avec l'égalité des chances

La mesure prise par le chef de l'état a pour objectif de renouer avec les principes fondateurs. En effet, le Général de Gaulle, créateur de l'ENA en 1945 avait déclaré une démocratisation de l'accès à la haute fonction publique. Pour les auteurs de la tribune, « il faut d'abord renouer avec la promesse républicaine de l'égalité des chances, de citoyens de condition modeste, issus de quartiers difficiles ». Cette excellence républicaine devra donc se composer d'une élite sélectionnée sur des bases exclusivement méritocratique.

Une école ouverte à tous ?

La création de l'école en 1945 visait précisément à mettre fin à un système de nomination des hauts fonctionnaires. Mais actuellement le recrutement de l'ENA montre que les modalités d'accès sont toujours réservées à certaines classes sociales En effet Emmanuel Macron déclara que « Le brassage des talents contribue à la bonne conduite de l'action publique ». Cependant les chiffres indiquent le contraire, l'ENA a fait valoir la diversité des classes sociales dont sont issues ses élèves.

Sa promotion actuelle est composée de ;14 % d'élèves petits-enfants d'ouvrier, 9 % de petits-enfants d'agriculteur, 12 % de petits-enfants d'artisan ou commerçant et 12 % de petits-enfants d'employé. Il y a donc beaucoup d'élèves dont les grands-parents étaient de classes défavorisées Toutefois la direction a refusé de donner le nombre d'élèves dont les parents sont issus de classe modeste. De plus on peut constater que la proportion d'élève ayant un père cadre ne fait qu'augmenter, il était de 45% en 1950 alors qu'il est de plus de 70% en 2014. Le chef de l'État souhaitant donner à tous les jeunes leurs chances en fonction uniquement de leur mérite et non pas de leur origine sociale ou familiale. D'où la volonté de remplacer l'ENA par une école des services publics, qui comprendrait plusieurs filières, permettant d'en changer les modalités d'accès.

Un changement des modalités de recrutement

Une idée serait à l'étude, l'établissement remplaçant l'ENA pourrait peut-être former des fonctionnaires ayant déjà eu quelques années d'expérience, aux postes de hauts fonctionnaires.

Cette nouvelle formation ouvrirait également ses portes aux salariés venant de société privée. « Cela permettrait une plus grande diversité sociale des étudiants », estime Luc Rouban directeur de Sciences-Po. L'école succédant l'ENA aura donc pour but d'améliorer la mixité sociale en favorisant des épreuves spécifiques, qui serait moins discriminantes pour les jeunes issus des milieux plus modeste. Le président a également ajouté « L'État se doit en la matière de montrer l'exemple. Si nous voulons bâtir une société de l'égalité des chances » Mais même s'il existe une classe préparatoire pour que des jeunes diplômés issus d'origines sociales défavorisées préparent le concours dans de bonnes conditions, l'étiquette élitiste de l'ENA ne s'est jamais décollée de ses murs.

Mélanie Hervé